

La Charte de DiEM25 France pour les élections législatives françaises



En adhérant à cette charte, nous faisons nôtres les valeurs et les objectifs de DiEM25, et nous nous engageons à tout mettre en œuvre pour que la France s'oppose à la désintégration de l'Union Européenne et contribue à la construction d'un projet européen véritablement démocratique, porteur d'une autre vision de l'Union, humaniste, solidaire, écologiste, et anti-austérité, pour plus de justice sociale. Plus particulièrement, nous nous engageons à promouvoir des initiatives et des mesures visant à instaurer ou renforcer :

- La transparence des institutions, des politiques et des processus de décision à tous les niveaux en France et en Europe ; la promotion des pratiques de démocratie participative et du référendum d'initiative populaire ; l'indépendance des agences et des organismes d'experts vis-à-vis des pouvoirs économiques et politiques le renforcement de la liberté et de l'indépendance de la presse et la protection des lanceurs d'alerte ; La promotion de la diversité et de l'égalité hommes/femmes et de genres dans toutes les institutions ;
 - L'ouverture, l'accueil et l'intégration des réfugiés et des migrants par une politique migratoire commune et le respect du droit des réfugiés et du droit d'asile ; leur libre circulation sur le territoire de l'Union et le partage équitable de cet effort entre les pays ;
 - La refonte radicale des politiques économiques et monétaires européennes et la réforme fondamentale de la gouvernance économique de l'Union et de la zone euro (New Deal européen) ; la régulation de la finance et l'harmonisation fiscale, l'organisation de la convergence économique ; la lutte contre l'évasion fiscale et la suppression des paradis fiscaux ; la restructuration et la mutualisation des dettes publiques ;
 - Le développement de l'emploi, la lutte contre la pauvreté et l'harmonisation de la protection sociale ; la réduction des inégalités ; l'accès de tous aux biens et services essentiels (alimentation, logement, transport, énergie, éducation, santé, environnement vivable...) et à un emploi rémunéré dans leurs pays et régions d'origine ; le partage des revenus du capital et l'instauration d'un revenu de base ;
 - La transition écologique, le développement durable et la protection des biens communs matériels et immatériels ; la souveraineté énergétique en réorientant la politique budgétaire et les investissements vers les technologies environnementales ; la souveraineté technologique et la gestion de la transition numérique ;
 - La mise en place d'un processus démocratique pour l'élaboration d'une nouvelle constitution pour la France et pour l'Europe.

Présentation plus détaillée du New Deal Européen de DiEM25 :

<https://diem25.org/new-deal-europeen/>

<https://diem25.org/wp-content/uploads/2017/03/Diem25-New-Deal-Europeen-fr.pdf>